

Avant-propos

Le présent *liber amicorum*, intitulé «De la Cour CECA à la Cour de l'Union: le long parcours de la justice européenne», rend hommage au Vice-président de la Cour de justice, M. le professeur Antonio Tizzano, *juris consultus* sans pareil qui a consacré toute sa vie professionnelle à l'étude du droit de l'Union et, notamment, à l'examen et au développement de la jurisprudence de cette juridiction.

Sa thèse doctorale, rédigée en 1962, intitulée «*La giurisdizione della Corte di Giustizia delle Comunità europee*» et qui lui a valu le prestigieux prix Riccardo Monaco de la meilleure thèse au niveau européen, annonçait déjà non seulement qu'il serait un des esprits juridiques les plus brillants de sa génération, mais également son engagement inconditionnel pour les valeurs sur lesquelles le projet européen est fondé. La vaste collection d'ouvrages scientifiques rédigés par le Vice-président constitue ainsi une source de connaissance et d'inspiration inépuisable pour tout praticien actuel du droit de l'Union ainsi que pour les générations futures de juristes.

Après une carrière remarquable d'académicien, d'avocat près la Cour de cassation italienne, de conseiller juridique au sein de la représentation permanente de la République italienne auprès des Communautés européennes, de membre de la délégation italienne lors des négociations de plusieurs traités européens, M. le professeur Tizzano a mis sa grande expérience et son expertise en droit de l'Union au service de la Cour de justice lorsqu'il a rejoint cette institution en 2000. Il y a exercé successivement les fonctions d'avocat général et de juge. Au vu de ses grandes qualités tant professionnelles qu'humaines, qui lui ont permis de gagner la confiance et l'admiration de ses collègues, il a été élu président de chambre puis Vice-président de cette juridiction suprême de l'Union.

Européen convaincu, il est toujours à l'écoute de l'ensemble des opinions exprimées et à la recherche d'un consensus, d'une unité dans la diversité. C'est donc avec un immense regret que la Cour verra ce Membre éminent la quitter le 8 octobre 2018.

Le présent *liber amicorum* est dédié au Vice-président Tizzano au moment où il s'apprête à quitter ses fonctions, non seulement en guise de remerciement pour sa contribution active à la construction européenne en général et d'hommage à son rôle dans le développement de la jurisprudence de la Cour de justice en particulier, mais également en témoignage du respect profond, de la gratitude sincère et avant tout de la grande amitié des auteurs à son égard.

Tenant compte du souhait exprimé par le Vice-président lui-même et afin de maintenir ces mélanges dans des proportions raisonnables, seules les personnes ayant côtoyé l'intéressé de manière très proche dans ses activités professionnelles ont été sollicitées.

J'adresse mes très sincères remerciements aux auteurs pour la qualité de leurs

contributions et leur grand enthousiasme à cet hommage, sans oublier les collaborateurs de l'ombre dont l'aide a été indispensable à la réussite de ce projet, en particulier MM. Paolo Iannucelli et Francesco Pili, référendaires près du Vice-président Tizzano, et M. Ignace Maselis, mon chef de cabinet.

Enfin, j'exprime ma toute particulière reconnaissance envers *G. Giappichelli Editore*, qui a pris en charge la publication du présent *liber amicorum*.

KOEN LENAERTS
Président de la Cour de justice
de l'Union européenne

Biographie et *curriculum vitae*

Antonio Tizzano est né à Naples le 1^{er} janvier 1940. En 1957, il s'inscrit à la Faculté de droit de l'Université de Naples *Federico II*, où il obtient, en 1962, une maîtrise en droit avec les félicitations du jury, en soutenant un mémoire intitulé «La juridiction de la Cour de justice des Communautés européennes». Dès l'obtention de cette maîtrise, il devient assistant au sein de la chaire de droit international de cette même Faculté, sous la direction du Professeur Rolando Quadri.

En 1967, il obtient la *Libera Docenza* en droit international. De 1969 à 1972, il exerce comme professeur de droit international à l'Université nationale de Somalie; de 1969 à 1977, comme professeur de droit des Communautés européennes à la Faculté de sciences politiques de l'Université de Catane; de 1969 à 1979, comme professeur de droit international à la Faculté de sciences politiques de l'*Istituto Universitario Orientale* de Naples, où il dirige également le Département d'Études Politiques et Sociales (1976-1982) et siège comme membre du Conseil d'administration de cet *Istituto* (1977-1979).

En 1975, il obtient l'habilitation à exercer la fonction de *professore ordinario* de droit international.

De 1979 à 1992, il est professeur de droit des Communautés européennes à la Faculté de droit de l'Université de Naples, dont il dirige l'Institut de droit international et communautaire (1981-1983). De 1993 à 2010, il est professeur de droit des Communautés européennes à la Faculté d'économie de l'Université de Rome *La Sapienza*, dont il dirige, jusqu'en 2000, l'Institut de droit international et communautaire. Depuis 2011, il est professeur émérite de droit de l'Union européenne auprès de l'Université de Rome *La Sapienza*.

* * *

Outre son activité académique, Antonio Tizzano a exercé d'importantes fonctions au niveau tant national qu'international. En 1984, il a été nommé conseiller juridique à la Représentation permanente d'Italie auprès des Communautés européennes, à Bruxelles. Dans ce cadre, il a participé à de nombreuses négociations internationales, parmi lesquelles les Conférences intergouvernementales pour l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes (1985), pour l'«Acte unique européen» (1985-1986) et pour le Traité de Maastricht sur l'Union européenne (1990-1992).

De 1995 à 1997, il a été conseiller principal du gouvernement roumain pour le programme d'harmonisation législative en vue de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne.

En 1999, il a été membre du Comité d'experts indépendants, institué par le Parlement européen et par la Commission européenne, pour l'examen de la gestion financière de celle-ci.

De 2003 au 2009, il a siégé comme membre du Conseil de recherche de l'Institut universitaire européen de Florence.

* * *

Le 7 octobre 2000, il est devenu membre de la Cour de justice de l'Union européenne, tout d'abord, comme avocat général, puis, à partir du 4 mai 2006, comme juge.

Le 8 octobre 2009, il a été élu président de la première chambre de la Cour, fonction qu'il a exercé jusqu'au 8 octobre 2015, date à laquelle il a été élu vice-président de cette même juridiction.

* * *

Il est fondateur et directeur de la revue *Il Diritto dell'Unione Europea*. Il est membre de la rédaction des premiers commentaires italiens aux traités communautaires – *Commentario CEE* (1965) et *Commentario CECA* (1970) – ainsi que de nombreuses revues italiennes et étrangères, notamment, *Il Foro italiano*, *The Italian Yearbook of International Law*, *Revue du Droit de l'Union européenne*, *Cahiers de droit européen*, *Contratto-Impresa/Europa*, *The Global Community: Yearbook of International Law and Jurisprudence*, *Diritto comunitario e degli scambi internazionali*, *Giustizia amministrativa* et *Rivista di diritto societario*.

* * *

Au cours de sa carrière, Antonio Tizzano a participé à un grand nombre de conférences ainsi que de colloques internationaux, et il a enseigné auprès d'institutions italiennes et étrangères, telles que l'Académie de Droit international de la Haye, où il a donné en 1987 un cours sur «Libre circulation des personnes dans la CEE».

Il a été membre de plusieurs comités scientifiques établis par le gouvernement italien en matière de droit international et européen ainsi que d'associations scientifiques italiennes et internationales, telles que le Comité scientifique de l'Institut diplomatique du ministère des Affaires étrangères d'Italie. En outre, il a été directeur de recherche dans différents domaines du droit de l'Union européenne pour le compte du Conseil national de recherches d'Italie et de la Commission européenne.

* * *

De nombreux prix et distinctions ont été décernés à Antonio Tizzano tout au long de sa carrière, notamment, le «Prix des Communautés Européennes» pour la meilleure thèse européenne en matière d'intégration européenne (1965), le titre de Chevalier de l'Ordre de la Couronne du Royaume de Belgique (1992), le prix «*Scanno per il Diritto*» (1993), le titre de *Grande Ufficiale* au Mérite de la République italienne (2002), le Prix international «*Duca di Amalfi*» ainsi que la citoyenneté honoraire de la Ville de Amalfi (2005), le titre d'Officier dans l'Ordre français de la Légion d'Honneur (2005), le titre de *Cavaliere di Gran Croce* au Mérite de la République italienne (2006) et le titre de Docteur *honoris causa* de l'Université Panthéon-Assas Paris II (2016).

Principales publications

Livres

La Corte di Giustizia delle Comunità Europee, Naples, 1967.

La Politica mediterranea della CEE (sous la direction de A. TIZZANO), Naples, 1981.

Professioni e servizi nella CEE (sous la direction de A. TIZZANO), Padoue, 1985.

Problematica del Diritto delle Comunità europee (sous la direction de A. TIZZANO), Rome, 1992.

Codice dell'Unione europea, Padoue, I ed., 1995 – V ed., 2012.

Code de l'Union Européenne (avec D. VIGNES), Bruxelles, I ed., 1996 – II ed., 2001.

Code de l'Union Européenne (avec K. LENAERTS), Bruxelles, 2014.

Código de la Unión Europea (avec E. GARCÍA DE ENTERRÍA; R. ALONSO GARCÍA), Madrid, I ed., 1996 – IV ed., 2012.

Codigo da Uniao Europeia (avec J.L. DA CRUZ VILAÇA; M. GORJÃO-HENRIQUES), Coimbra, I ed., 1997 – II ed., 2000.

Il Trattato di Amsterdam, Padoue, 1998.

Il diritto privato dell'Unione europea (sous la direction de A. TIZZANO), Turin, I ed., 2000 – II ed., 2006.

Il Trattato di Nizza (sous la direction de A. TIZZANO), Milan, 2003.

Una Costituzione per l'Europa (sous la direction de A. TIZZANO), Milan, 2004.

Trattati dell'Unione europea e della Comunità europea (sous la direction de A. TIZZANO), Milan, 2004.

Il processo d'integrazione europea: un bilancio 50 anni dopo i Trattati di Roma (sous la direction de A. TIZZANO), Turin, 2008.

Lineamenti di Diritto dell'Unione europea (avec R. ADAM), Turin, I ed., 2008 – II ed., 2010 – III ed., 2014 – IV ed., 2016.

Zarys Prawa Unii Europejskiej (avec R. ADAM; M. SAFJAN), Varsovie, 2014.

I Grands Arrêts della giurisprudenza dell'Unione europea, Turin, 2012.

50ème anniversaire de l'arrêt Van Gend en Loos. 1963-2013 (sous la direction de A. TIZZANO; J. KOKOTT; S. PRECHAL), Luxembourg, 2013.

Trattati dell'Unione Europea (sous la direction de A. TIZZANO), Milan, 2014.

Manuale di diritto dell'Unione europea (avec R. ADAM), Turin, I ed., 2014 – II ed., 2017.

La Cour de Justice sous la présidence de Vassilios Skouris (2003-2015). Liber Amicorum Vassilios Skouris (sous la direction de A. TIZZANO; A. ROSAS; R. SILVA DE LAPUERTA; K. LENAERTS; J. KOKOTT), Bruxelles, 2015.

Verso i 60 anni dai Trattati di Roma. Stato e prospettive dell'Unione europea (sous la direction de A. TIZZANO), Turin, 2016.

Articles, notes et commentaires

Pluralità di richieste di estradizione, *Diritto Internazionale*, 1964, n. 2, p. 132 ss.

La Convenzione europea di estradizione, *Annuario di diritto internazionale*, 1965, p. 204 ss.

Commento agli art. 164-176, 178-188, 244 del Trattato CEE (Corte di Giustizia), *Commentario CEE*, Milan, 1965, vol. III, p. 1186ss; 1335ss; 1747 ss.

L'application de l'article 169 du Traité CEE, *Cahiers de droit européen*, 1966, n. 4, p. 431 ss.

Commento agli artt. 8-13 (Alta Autorità) e 31 (Corte di Giustizia) del Trattato CECA, *Commentario CECA*, Milan, 1970, v. I, p. 142ss; 360 ss.

Sulla legittimazione dei soggetti di diritto interno ad agire ai sensi dell'art. 173, 2° comma, *Trattato CEE, Il Foro Italiano*, 1970, IV, p. 56 ss.

In tema di ammende inflitte dalla Commissione per violazione delle regole di concorrenza della CEE, *Il Foro Italiano*, 1971, IV, p. 30 ss.

La déclaration commune et la compétence de la Cour de Justice des Communautés Européennes, *Les problèmes internationaux de la faillite et le Marché Commun*, Padoue, 1971, p. 170 ss.

Sull'identificazione degli atti comunitari, *Il Foro Italiano*, 1971, IV, p. 84 ss.

La controversia tra Consiglio e Commissione in materia di competenza a stipulare della CEE, *Il Foro Italiano*, 1971, IV, p. 328 ss.; 339 ss.

In tema di responsabilità extracontrattuale della CEE, *Il Foro Italiano*, 1972, IV, p. 204 ss.

Persistenti violazioni del Trattato CEE e singolari pretese dell'Italia, *Il Foro Italiano*, 1973, IV, p. 73 ss.

Sull'interpretazione 'pregiudiziale' degli accordi di associazione della CEE, *Il Foro Italiano*, 1973, IV, p. 96 ss.

Pretesa diversità di effetti del G.A.T.T. e dei Trattati comunitari nell'ordinamento italiano, *Il Foro Italiano*, 1973, I, p. 2443 ss.

Problemi giuridici e aspetti istituzionali dell'Unione economica e monetaria, *Il Diritto negli scambi internazionali*, 1973, p. 234 ss.

Recenti tendenze in tema di competenza a stipulare della CEE, *Multitudo Legum Jus Unum*, *Festschrift für Wilhelm Wengler*, Berlin, 1973, I, p. 623ss; et *Il Foro Italiano*, 1973, V, p. 1 ss.

Regional integration in Africa, *Somali National Reports to the IX International Congress of Comparative Law-Teheran*, Milan, 1974, p. 47 ss.

Peculiarità del Trattato Euratom e competenze della Corte di Giustizia, *Scritti in onore di Gaetano Morelli*, Milan, 1975, p. 903 ss.

Appunti sul regionalismo africano, *Scritti in onore di Manlio Udina*, Milan, 1975, p. 727 ss.

In tema di organizzazione comune dei mercati, nel settore dei cereali, *Il Foro Italiano*, 1976, IV, p. 224 ss.

- Sul divieto di discriminazioni fiscali nella Comunità Economica Europea, Il Foro Italiano*, 1976, IV, p. 309 ss.; 318 ss.
- Sull'incostituzionalità delle leggi italiane incompatibili con i regolamenti comunitari, Il Foro Italiano*, 1976, I, p. 2299 ss.
- The Tindemans Report, The Italian Yearbook of International Law*, 1976, p. 130 ss.
- La démocratisation des institutions européennes dans la mise en œuvre de la politique sociale, Diritto Comunitario e degli scambi internazionali*, 1977, n. 1, p. 59 ss.
- Integrazione Europea e diritto comunitario, Studium*, 1977, p. 793 ss.
- Intervento al Convegno: Le interrogazioni al Parlamento Europeo, Studi Parmensi, Milan*, 1978, p. 416 ss.
- Capacità privatistica e competenza contrattuale delle Comunità Europee, Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1978, n. 1, p. 5 ss.
- Sistema costituzionale, forze politiche e processi di integrazione internazionale, Rivista di Diritto europeo*, 1978, n. 2, p. 173 ss.
- Contratti 'strumentali' e contratti d'impiego delle Comunità Europee, Rivista di diritto europeo*, 1978, n. 4, p. 415 ss.
- Il rapporto Tindemans, Studi in onore di Giorgio Ballardore Pallieri, Milan*, 1978, vol. I, p. 614 ss.
- Attuale situazione degli accordi CEE con i Paesi dell'area mediterranea, Il mezzogiorno e la politica mediterranea della CEE, Naples*, 1978, p. 71 ss.
- Forze politiche italiane e collegamenti europei nella prospettiva delle elezioni del Parlamento Europeo, Parlamento Europeo, forze politiche e diritti dei cittadini, Milan*, 1979, p. 79 ss.
- I provvedimenti urgenti nel processo comunitario, I processi speciali, Naples*, 1979, p. 363 ss.
- Circolazione dei servizi nei Paesi della CEE, Annexe du Novissimo Digesto Italiano, Turin*, 1980, vol. I, p. 1209 ss.
- Normativa comunitaria e legislazione italiana in tema di assicurazioni, Rivista di diritto europeo*, 1980, p. 225 ss.
- Controversie fittizie e competenza pregiudiziale della Corte comunitaria, Il Foro Italiano*, 1980, IV, p. 256 ss.
- COREPER, Annexe du Novissimo Digesto Italiano, Turin*, 1981, vol. II, p. 819 ss.
- Gemeinschaftsrecht und italienische Gesetzgebung auf dem Gebiet des Versicherungsrechts, Das Europa des zweiten Generation, Baden-Baden*, 1981, vol. I, p. 425 ss.
- Il Parlamento europeo a un anno delle elezioni: i poteri di bilancio (intervento), Rivista di diritto europeo*, 1981, p. 72 ss.
- Droit communautaire et droit pénal, Droit communautaire et droit pénal, Milan*, 1981, p. 267 ss.
- Lo sviluppo delle competenze materiali delle Comunità Europee, Rivista di diritto europeo*, 1981, p. 139 ss.
- Recenti sviluppi in tema di accordi internazionali della CEE, Diritto comunitario e degli scambi internazionali*, 1981, p. 19 ss.

- Les compétences de la Communauté, Trente ans de droit communautaire* (sous la direction de la Commission des C.E.), Bruxelles, 1981, p. 45 ss.
- Sulla contrastata circolazione dei capitali nella CEE*, *Il Foro Italiano*, 1982, IV, p. 74 ss.
- Ancora sui rapporti tra norme comunitarie e leggi italiane: il caso di un conflitto sfumato*, *Il Foro Italiano*, 1982, I, p. 360 ss.
- La responsabilità del banchiere*, *La responsabilità del banchiere*, Naples, 1982, p. 129 ss.
- Foglia-Novello atto II, ovvero la crisi dell'uso 'alternativo' dell'art. 177 CEE*, *Il Foro Italiano*, 1982, IV, p. 308 ss.
- L'article 235 et le développement des compétences communautaires*, *Rechtsvergleichung, Europarecht und Staatenintegration. Gedächtnisschrift L.J. Constantinesco*, Cologne, 1983, p. 781 ss.
- Brevi note sull'Organizzazione dell'Unità Africana, Diritto comunitario e degli scambi internazionali*, 1983, n. 1-2, p. 17, et *Scritti in memoria di G. Venturini*, Parme, 1984, p. 413 ss.
- Arbitrato privato e competenza pregiudiziale della Corte comunitaria*, *Rassegna dell'arbitrato*, 1983, n. 3-4, p. 153; et *Scritti in onore di G. Sperduti*, Milan, 1984, p. 823 ss.
- La Corte costituzionale e il diritto comunitario: vent'anni dopo...*, *Il Foro Italiano*, 1984, I, p. 2062 ss.
- La rappresentanza degli interessi nazionali nel sistema comunitario*, *Sodalitas - Scritti in onore di Antonio Guarino*, Naples, 1985, p. 4317 ss.
- I rapporti tra la CEE e gli Stati del Maghreb, Gli interscambi culturali e socio-economici tra l'Africa settentrionale e l'Europa Mediterranea*, Naples, 1986, vol. II, p. 919 ss.
- I programmi integrati mediterranei: nuova opportunità per il Mezzogiorno*, *FORMEZ*, 1986, p. 9 ss.
- La politica mediterranea della CEE, Le politiche della Comunità Europea*, Milan, 1986, p. 255 ss.
- Considerazioni sui recenti sviluppi del processo d'integrazione europea, Nord e Sud*, 1986, n. 4, p. 65 ss.
- Regolamentazione radiotelevisiva italiana e diritto comunitario*, *Il Foro Italiano*, 1986, IV, p. 464 ss.
- La direttiva CEE sulla protezione dei lavoratori dai rischi del rumore*, *Rassegna diritto civile*, 1987, p. 381 ss.
- Quelques remarques générales sur l'élargissement des compétences communautaires*, J. SCHWARZE; H.G. SCHERMERS (SOUIS la direction de), *Structure et dimensions des politiques communautaires*, Baden-Baden, 1987, p. 37 ss.
- Radiotelevisione ed obblighi comunitari dell'Italia, Il diritto internazionale al tempo della sua codificazione*, *Studi in onore di Roberto Ago*, Milan, 1987, vol. II, p. 431 ss.
- L'Acte Unique Européen et la Cour de Justice, Du droit international au droit de l'intégration - Liber amicorum Pierre Pescatore*, Baden-Baden, 1987, p. 691 ss.

- Brevi note sulla 'conoscenza' del diritto comunitario, Il Foro Italiano, 1988, IV, p. 114 ss.*
- Sulla natura giuridica della BEI, Il Foro Italiano, 1988, IV, p. 236 ss.*
- La Corte di Giustizia e l'Atto Unico Europeo, Il Foro Italiano, 1988, V, p. 69 ss.*
- Sulla liberalizzazione dei servizi radiotelevisivi nella C.E., Il Foro Italiano, 1988, IV, p. 309 ss.*
- Sull'attuazione della normativa comunitaria in Italia: la legge 183/87, Il Foro Italiano, 1988, IV, p. 219 ss.*
- Il memorandum della Commissione delle C.E. sullo statuto della Società Europea, Il Foro Italiano, 1988, IV, p. 408 ss.*
- La nozione di aiuto pubblico in diritto comunitario, Europa e Mezzogiorno, 1988, p. 9 ss.*
- Verso nuove procedure per l'esecuzione degli obblighi comunitari: il 'progetto La Pergola', Il Foro Italiano, 1988, IV, p. 491 ss.*
- L'istituzione del Tribunale di primo grado delle Comunità Europee, Il Foro Italiano, 1989, IV, p. 37 ss.*
- L'Atto Unico Europeo e la realizzazione del mercato interno, Il Foro Italiano, 1989, IV, p. 75 ss.*
- Les problèmes juridiques de l'application de l'Acte Unique européen en Italie, L'ordre juridic comunitari en el procés d'aplicació de l'Acta Unica Europea, Patronat Català Pro Europa, Barcelone, 1989, p. 123 ss.*
- Quelques observations sur le développement des compétences communautaires, Pouvoirs, 1989, n. 48, p. 81 ss.*
- Note introduttive alla legge La Pergola, Il Foro Italiano, 1989, IV, p. 314 ss.*
- Analisi critica dello stato dell'attuazione della normativa comunitaria nell'ordinamento regionale, Quaderni Regionali, 1989, n. 3, p. 523 ss.*
- Le rôle des Gouvernements nationaux et en particulier des Représentants Permanents dans le processus législatif, SCHWARZE (ed.), Legislation for Europe 1992, Baden-Baden, 1989, p. 99 ss.*
- Le Rappresentanze Permanenti presso le Comunità Europee, Pubblica Amministrazione ed Europa '92, Rome, 1989, p. 187 ss.*
- La Direttiva CEE sulla 'Televisione senza frontiere', Il Foro Italiano, 1990, IV, p. 92 ss.*
- Quelques remarques sur la participation de l'Italie aux processus d'intégration européenne, Annuaire des Études Européennes - Yearbook of European Studies, n. 3, Amsterdam, 1990, p. 23 ss.*
- Ordinamento 'comun-italiano' e art. 177 CEE, Il Foro Italiano, 1990, IV, p. 157 ss.*
- Relazione sui Protocolli relativi all'interpretazione da parte della Corte di Giustizia della Convenzione di Roma del 19 giugno 1980 sulla legge applicabile alle obbligazioni contrattuali, Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee, 3 settembre 1990, C 219, p. 1 ss.*
- Società europea, neonata con problemi, Europaforum, 1990, n. 6, p. 76 ss.*
- La nouvelle loi italienne pour l'exécution des obligations communautaires, Revue du Marché Commun, 1990, n. 339, p. 532 ss.*

- La seconda Direttiva banche e il mercato unico dei servizi finanziari, Il Foro Italiano*, 1990, IV, p. 423 ss.
- Il Tribunale di primo grado e la Corte di Giustizia delle Comunità Europee: le nuove regole di procedura* (avec B. CAPPONI), *Il Foro Italiano*, 1991, IV, p. 438 ss.
- La partecipazione delle regioni al processo d'integrazione comunitaria: problemi antichi e nuove prospettive, Le Regioni*, 1992, p. 603 ss.
- Principi e obiettivi della normativa comunitaria sugli appalti, I controlli sull'attività contrattuale pubblica nella prospettiva europea*, Campobasso, 1992, p. 19 ss.
- Il bacino mediterraneo in una prospettiva europea di sviluppo sostenibile* (avec R. FORNASIER), *ECOS*, 1992, n. 3, p. 37 ss.
- La tutela dei diritti dell'uomo nella prospettiva dell'Unione Europea, Diritti fondamentali, qualità dei prodotti agricoli e tutela dei consumatori*, Université de Camerino, 1992.
- La cittadinanza europea, Atti del Congresso dei Consoli onorari europei*, Malte, 1992.
- Il Mediatore europeo, intervention dans l'Audizione pubblica organizzata dalla Commissione affari istituzionali del Parlamento Europeo*, Strasbourg, 1992.
- Riflessioni introduttive sulle attuali prospettive dell'integrazione europea, Il processo d'integrazione europea alla luce del trattato di Maastricht*, Naples, 1992.
- Il mercato unico dei servizi bancari, Despecializzazione e privatizzazione degli enti creditizi: il ruolo della Banca d'Italia, Convegno in Benevento 1993*, Naples, 1995.
- Unione europea e revisione della Costituzione, Lettera dall'Italia*, 1994, p. 34 ss.
- Le transfert des recours directs, La réforme du système juridictionnel communautaire*, Bruxelles, 1994, p. 67 ss.
- Il ruolo della Corte di Giustizia nella prospettiva dell'Unione Europea, Rivista di diritto internazionale*, 1994, p. 922 ss.
- Democrazia, Istituzioni e Cittadinanza dell'Unione Europea, Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale, Dopo Maastricht: che fare?*, Milan, 1994, p. 201 ss.
- Intervention dans le colloque Il regionalismo internazionale mediterraneo nel 50° anniversario delle Nazioni Unite*, Cagliari, 6-7 octobre 1995.
- La tutela dei privati nei confronti degli Stati membri dell'Unione Europea, Potere discrezionale e interesse legittimo nella realtà italiana e nella prospettiva europea*, Milan, 1994, p. 151, et *Il Foro Italiano*, 1995, IV, p. 13 ss.
- Appunti sul Trattato di Maastricht: struttura e natura dell'Unione europea, Il Foro Italiano*, 1995, IV, p. 210 ss.
- Tariffe e prezzi amministrati: profili di diritto comunitario* (avec G. M. ROBERTI), *Il Foro Italiano*, 1995, IV, p. 310.
- La gerarchia delle norme comunitarie, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1996, p. 57, et *Revue du Marché Unique Européen*, 1995, n. 3, p. 219 ss.
- L'influence du droit communautaire sur le droit administratif italien, L'Actualité Juridique – Droit Administratif 20 juin 1996*, p. 129 ss.
- The Instruments of Community Law and the Hierarchy of Norms*, T.M.C. Asser Institut, *Reforming the Treaty on European Union*, La Haye, 1996, p. 207 ss.

- Brevi note sul 'Terzo Pilastro' del Trattato di Maastricht, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1996, n.2, p. 391 ss.
- Qualche considerazione sul caso Bosman (avec M. DE VITA), Rivista di diritto sportivo*, 1996, p. 416 ss.
- Diritto comunitario e sviluppo del principio di libera concorrenza in Italia, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1996, n. 3, p. 741 ss.
- Les pouvoirs du 'Garante Televisivo' en Italie, Derecho Europeo del Audiovisual*, Madrid, 1997, vol. II, p. 943 ss.
- Le competenze dell'Unione e il principio di sussidiarietà, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1997, n. 2, p. 229 ss.
- Il rafforzamento del mercato interno, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1997, n. 1-2, p. 245 ss.
- Il Garante televisivo e il diritto antitrust, Il Foro padano*, 1997, II, p. 16 ss.
- L'applicazione 'decentrata' degli art. 85 e 86 CE in Italia, Il Foro Italiano*, 1997, IV, p. 33 ss.
- Qualche considerazione sull'Unione economica e monetaria, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1997, n. 3, p. 455, et *Scritti in onore di G.F. Mancini*, Milan, 1998, vol. II, p. 995 ss.
- Diritto comunitario e tutela giurisdizionale nel diritto interno. La tutela risarcitoria degli interessi legittimi, Attività amministrativa e tutela degli interessati. L'influenza del diritto comunitario, Quaderni del Consiglio di Stato*, Turin, 1997, p. 35 ss.
- Il ruolo del giudice comunitario e le prospettive di sviluppo dell'U.E., Judicial Protection of Rights in the Community Legal Order*, Bruxelles, 1997, p. 611 ss.
- Sulla proposta di un'Autorità indipendente per l'antitrust europeo, Contratto e impresa/Europa*, 1997, p. 509 ss.
- Brevi considerazioni introduttive sul Trattato di Amsterdam, La Comunità Internazionale*, 1997, p. 673 ss.
- L'integrazione europea dalla Costituente alla Commissione bicamerale, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1997, n. 4, p. 795 ss.
- Democratizzazione all'Est e Unione Europea, Democratizzazione all'Est e Diritto internazionale, Atti del Convegno di Studi, Université de Salerno*, 1998, p. 79 ss.
- La Corte di Giustizia C.E. e la riforma delle professioni, Notariato*, 1998, n. 5, p. 405 ss.
- Profili generali del Trattato di Amsterdam, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1998, n. 2-3, p. 267 ss.
- La personalità internazionale dell'Unione europea, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1998, n. 2-3, p. 377 ss.
- L'azione comunitaria nelle telecomunicazioni: interventi recenti e prospettive future, Il Diritto dell'informazione e dell'informatica*, 1998, n. 6, p. 917 ss.
- La personnalité internationale de l'Union européenne, Revue du Marché unique européen*, 1998, n. 4, p. 11ss, et *Mélanges Waelbroeck*, Bruxelles, 1999, vol. I, p. 169 ss.
- L'azione dell'Unione Europea per la promozione e la protezione dei diritti umani, Il Diritto dell'Unione Europea*, 1999, n. 1, p. 149 ss.

- Brevi considerazioni sull'evoluzione istituzionale delle Comunità Europee*, *Jus*, 1999, p. 535 ss.
- Principi fondamentali dell'Unione e tutela dei cittadini comunitari*, *La cittadinanza europea*, Rome, 1999, p. 33 ss.
- I meccanismi della 'legge La Pergola': una radiografia dei problemi di funzionamento*, *Il Foro Italiano*, 1999, V, p. 303 ss.
- Note in tema di relazioni esterne dell'Unione europea*, *Il Diritto dell'Unione Europea*, 1999, n. 3, p. 465 ss.
- A proposito dell'inserzione dell'acquis di Schengen nei trattati comunitari: l'accordo 'del Consiglio' con Islanda e Norvegia*, *Il Diritto dell'Unione Europea*, 1999, n. 3, p. 521 ss.
- Appunti sulla cooperazione internazionale in tema di concorrenza*, *Il Diritto dell'Unione Europea*, 1999, n. 4, p. 695 ss.
- La tutela dei diritti* (avec S. FORTUNATO), *Il diritto privato dell'Unione europea*, Turin, 2000, p. 1271 ss.
- Quelques observations sur la coopération internationale en matière de concurrence*, *Revue du droit de l'Union Européenne*, 2000, n. 1, p. 75 ss.
- Il Trattato di Amsterdam e i problemi istituzionali dell'Unione europea*, *Una Facoltà nel Mediterraneo*, Milan, 2000, p. 377 ss.
- Note sulla nuova conferenza intergovernativa per la revisione dei Trattati comunitari*, *Scritti Alessandrini in onore di B. Conforti*, Naples, 2000.
- Cooperazione rafforzata e flessibilità*, A. PREDIERI; M. MORISI (sous la direction de) *L'Europa delle Reti*, Turin, 2001, p. 49ss, et *Il Diritto dell'Unione Europea*, 2001, n. 2-3, p. 460 ss.
- Il Trattato di Nizza*, S.P. PANUNZIO; E. SCISO (sous la direction de) *Le riforme istituzionali e la partecipazione dell'Italia all'Unione europea*, Milan, 2002, p. 31 ss.
- The Foreign Relations Law of the UE between Supranationality and Intergovernmental Model*, E. CANNIZZARO (ed.), *The European Union as an Actor in International Relations*, La Haye, 2002, p. 135 ss.
- Note sulla recente giurisprudenza della Corte comunitaria*, *Il Diritto dell'Unione Europea*, 2002, n. 3, p. 535 ss.
- La Cour de justice après Nice: le transfert des compétences au Tribunal de première instance*, *Revue du droit de l'Union Européenne*, 2002, n. 4, p. 665 ss., et *Il Diritto dell'Unione Europea*, 2002, n. 4, p. 597 ss.
- Les dispositions de Pénélope relatives à la Cour de Justice*, *Pénélope. Projet de Constitution de l'Union Européenne*, Paris, 2003, p. 165 ss.
- The Court of Justice in the Draft Treaty establishing a Constitution for Europe*, *Une Communauté de droit*, *Festschrift für Gil Carlos Rodriguez Iglesias*, Berlin, 2003, p. 41 ss.
- Prime note sul progetto di Costituzione europea*, *Il Diritto dell'Unione Europea*, 2003, n. 2-3, p. 249 ss.
- Nuovi orientamenti comunitari nel settore delle telecomunicazioni*, *Liber Amicorum Alberto Predieri*, Turin, 2001, p. 637 ss.

- La 'Costituzione europea' e il sistema giurisdizionale comunitario, Il Diritto dell'Unione Europea*, 2003, n. 2-3, p. 455 ss.
- Disciplina comunitaria della concorrenza e sviluppi della legislazione italiana, Scritti in onore di G. Arangio Ruiz*, Naples, 2004, p. 641 ss.
- Il ruolo del giudice comunitario nel processo d'integrazione europea, La Costituzione europea tra Stati nazionali e globalizzazione*, Rome, 2004, p. 55 ss.
- L'Unione europea, l'armonizzazione del diritto e l'ordinamento italiano. Introduzione, L'ordinamento italiano dopo 50 anni di integrazione europea*, Turin, 2004, p. 29 ss.
- La Corte di Giustizia delle Comunità Europee e i diritti nazionali, Il Diritto dell'Unione Europea*, 2005, n. 4, p. 839 ss.
- Le rôle de la Cour de justice et les développements du système communautaire, Festschrift Til Claus Gulmann*, Copenhagen, 2006, p. 461 ss.
- La tutela dei diritti (avec S. FORTUNATO), Il diritto privato dell'Unione europea*, Turin, 2006, II ed., p. 1739 ss.
- La protection des droits fondamentaux en Europe: la Cour de Justice et les juridictions constitutionnelles nationales, Revue du droit de l'Union européenne*, 2006, n. 1, p. 9 ss.
- Corte (costituzionale) e Corte di giustizia (delle C.E.), La Corte Costituzionale compie 50 anni, contributo de Il Foro italiano*, 2006, V, p. 347 ss.
- La notion de pouvoir adjudicateur dans la jurisprudence communautaire en matière de marchés publics, Festschrift für Karl Baudenbacher*, Baden-Baden, 2007, p. 659 ss.
- La Cour de Justice et la réalisation de l'espace judiciaire européen, Mélanges Léger*, Paris, 2007, p. 507 ss.
- Il contributo dell'Italia al processo costituzionale europeo (en langue grecque), volum spécial de la revue grecque Politica internazionale ed europea*, Athènes, 2007, n. 6, p. 77 ss.
- La jurisprudencia del Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas en materia de contratos administrativos: el concepto de poder adjudicador. Las garantías jurisdiccionales Consejo general del poder judicial, Análisis de la jurisprudencia comunitaria in materia tributaria, de contratos y de medio ambiente*, Madrid, 2007, p. 263 ss.
- Ancora sui rapporti tra Corti europee: principi comunitari e c.d. controlimiti costituzionali, Il Diritto dell'Unione Europea*, 2007, n. 3, p. 734 ss.
- The Role of the ECJ in the Protection of Fundamental Rights, Continuity and Change in EU Law, Essays in Honour of F. Jacobs*, Oxford, 2008, p. 125 ss.
- Unione europea, sovranità statale e ruolo strutturale della Corte di Giustizia, Mélanges en l'honneur de J.-P. Puissechet*, Paris, 2008, p. 303 ss.
- Note sulla partecipazione dell'Italia al processo costituzionale europeo, Scritti in onore di U. Leanza*, Naples, 2008, vol. II, p. 1375 ss.
- Quelques réflexions sur la doctrine du droit de l'Union Européenne: les 'communitaristes' et les autres, Il Diritto dell'Unione Europea*, 2008, n. 1, p. 225 ss., et *Mélanges Vandersanden*, Bruxelles, 2008, p. 341 ss.
- Les rapports entre la Cour communautaire et les Cours constitutionnelles des États*

- membres, Le Droit dans une Europe en changement, Liber Amicorum Pranas Kuris, Vilnius, 2008, p. 839 ss.*
- Ruolo e prospettive del giudice comunitario dopo il trattato di Lisbona, C. BARUFFI (sous la direction de) L'evoluzione del sistema comunitario a 50 anni dalla sua istituzione, Padoue 2008, p. 3 ss.*
- The Protection of Fundamental Rights: the ECJ Key Contribution to EU Constitutional Developments, The Global Community. Yearbook of International Law and Jurisprudence, 2008, vol. I, p. 99 ss.*
- Qualche riflessione sul contributo della Corte di giustizia allo sviluppo del sistema comunitario, Il Diritto dell'Unione Europea, 2009, n. 1, p. 141ss; et Scritti Pocar, Milan, 2009, p. 925 ss.*
- Il contenzioso economico in Italia ed in Europa: il ruolo della Corte di giustizia, Il contenzioso economico in Italia ed in Europa, Rome, 2009, p. 137 ss.*
- L'incidenza della Corte di giustizia sull'evoluzione del sistema comunitario, con particolare riguardo alla materia tributaria, L. VASSALLO (sous la direction de), Il rinvio pregiudiziale alla Corte di giustizia delle Comunità europee e i relativi indirizzi giurisprudenziali con particolare riguardo alla materia tributaria, Milan, 2009, p. 43 ss.*
- Der italienische Verfassungsgerichtshof (Corte Costituzionale) und der Gerichtshof der Europäischen Union, Europäische Grundrechte-Zeitschrift, 2010, p. 1 ss.*
- Principio di effettività e unitarietà – Introduzione, Diritto comunitario e sistemi nazionali: pluralità delle fonti e unitarietà degli ordinamenti, Naples, 2010, p. 559 ss.*
- La procédure préjudicielle d'urgence devant la Cour de Justice de l'Union Européenne (avec B. GENCARELLI), Chemins d'Europe, Mélanges J.P. Jacqué, Paris, 2010, p. 639 ss.*
- Premières applications de la procédure de 'réexamen' devant la Cour de Justice de l'Union européenne (avec P. IANNUCELLI), Il Diritto dell'Unione europea, 2010, n. 3, p. 681, et Scritti Draetta, Naples, 2011, p. 733.*
- Quelques considérations sur le rôle de la Cour de Justice, Revue de la Faculté de droit de Liège. Hommage à Pierre Pescatore, 2010, n. 4, p. 493.*
- Alle origini della cittadinanza europea, Il Diritto dell'Unione europea, 2010, n. 4, p. 1031 ss.*
- L'Italie et le Droit de l'Union Européenne. Considérations générales, B. NASCIMBENE; F. PICOD (sous la direction de), Actes du Colloque de Courmayeur du 12/13 juin 2009, Bruxelles, 2010, p. 31 ss.*
- La protection des droits fondamentaux: dialogues croisés entre juridictions européennes et nationales, L'Europe des Cours. Loyautés et résistances, Bruxelles, 2010, p. 289 ss.*
- Les Cours européennes et l'adhésion de l'Union à la CEDH, Il Diritto dell'Unione europea, 2011, n. 1, p. 29 ss.*
- Droit de l'Union et décisions nationale définitives dans la jurisprudence récente de la Cour de justice (avec B. GENCARELLI), Il Diritto dell'Unione europea, 2010, n. 4, p. 789 ss.*
- Union Law and Final Decisions of National Courts in the Recent Case Law of the*

Court of justice (avec B. GENCARELLI), *A Constitutional Order of States. Essays in UE Law in Honour of Alan Dashwood*, Oxford, 2011, p. 267 ss.

Il contributo dei giudici dell'Unione europea allo sviluppo del diritto della concorrenza, C. RABITTI BEDOGNI; P. BARUCCI (sous la direction de), *20 anni di Antitrust*, Turin, 2010, Vol. I, p. 83ss, et *Problemi e tendenze del diritto internazionale dell'economia. Liber Amicorum in onore di Paolo Picone*, Naples, 2011, p. 787 ss.

Quelques réflexions sur les rapports entre les Cours européennes dans la perspective de l'adhésion de l'Union à la Convention EDH, *Revue trimestrielle de droit européen*, 2011, n. 1, p. 9 ss.

La tutela dei diritti nell'Unione Europea, L'Unione europea dopo il Trattato di Lisbona, *Atti del Convegno dell'Università di Catania*, 9-10 aprile 2010, Turin, 2011, p. 161 ss.

Quelques brèves réflexions sur le rôle du Jurisconsulte du Conseil, A Man for All Treaties, Mélanges Piris, Bruxelles, 2012, p. 531, e *Il Diritto dell'Unione europea*, 2012, n. 1, p. 215 ss.

Tutela e unità della giurisdizione, Tutela dei diritti e 'sistema' ordinamentale, Naples, 2012, p. 347 ss.

La procédure préjudicielle d'urgence devant la Cour de justice: premier bilan et nouvelles questions (avec P. IANNUCELLI), *Il Diritto dell'Unione europea*, 2012, n. 1, p. 107 ss.

La organización y el funcionamiento del Tribunal de Justicia (avec P. IANNUCELLI), *Tratado de Derecho y Políticas de la Unión Europea*, J.M. BENEYTO PÉREZ (ed.), Madrid, 2012, Vol. V, p. 113 ss.

Dall'unità nazionale all'integrazione sopranazionale, *Il Diritto dell'Unione europea*, 2012, n. 3, p. 621 ss.

Il nuovo ruolo delle Corti supreme nell'ordine politico e istituzionale: la Corte di giustizia dell'Unione Europea, *Il Diritto dell'Unione europea*, 2012, n. 4, p. 811 ss.

Notes sur le rôle de la Cour de Justice de l'Union européenne, *Mélanges en l'honneur de Paolo Mengozzi*, Bruxelles, 2013, p. 223 ss.

Tutela dei diritti e pluralità di giurisdizioni in Europa, *Studi in onore di Augusto Sinagra*, Rome, 2013, vol. IV, p. 483 ss.

L'adesione dell'Unione alla CEDU ed il ruolo della Corte di giustizia, *Il Trattato di Lisbona: due anni di applicazione*, *Scritti in memoria di F. Caruso*, Naples, 2013, p. 59 ss.

Ancora sui rapporti tra la Corte costituzionale e la Corte di giustizia dell'Unione europea, *Scritti in onore di Claudio Rossano*, Naples, 2013, p. 2413 ss.

Note sul pensiero di Rolando Quadri sul processo d'integrazione europea, *Scritti in onore di Giuseppe Tesauro*, Naples, 2014, p. 2501 ss.

L'application de la Charte des droits fondamentaux dans les États membres à la lumière de son article 51, paragraphe 1, *Il Diritto dell'Unione europea*, 2014, n. 3, p. 429 ss.

Les développements récents de la procédure de 'manquement sur manquement', *La Cour de Justice sous la présidence de Vassilios Skouris. Liber Amicorum Vassilios Skouris*, Bruxelles, 2015, p. 647 ss.

Le ricadute della sentenza Costa/ENEL nei rapporti tra giurisdizioni europee, B. NASCIMBENE (sous la direction de), *Costa/ENEL: Corte costituzionale e Corte di giustizia a confronto, quarant'anni dopo*, Milan, 2015, p. 67 ss.

- Il regime linguistico dell'Unione nella giurisprudenza della Corte di giustizia, Il linguaggio giuridico nell'Europa delle pluralità*, Rome, 2017, p. 223 ss.
- Qualche considerazione dal versante lussemburghese a proposito dei diritti fondamentali, Il Foro Italiano*, 2017, V, p. 73ss; et avec le titre *Diritti fondamentali e Corti supreme: qualche considerazione dal versante lussemburghese, Dialoghi con Ugo Villani*, Bari, 2017, Vol. II, p. 1037 ss.
- Problemi 'linguistici' nell'interpretazione e applicazione del diritto dell'Unione europea, Liber Amicorum Marko Ilešič*, Ljubljana, 2017, p. 499 ss.
- La tutela dei diritti fondamentali tra Lussemburgo e Strasburgo, L'integrazione europea sessant'anni dopo i Trattati di Roma*, Milan, 2017, p. 31 ss.

Roberto Adam*

Les frontières du système juridictionnel de l'Union européenne: le rôle de la Cour de justice et le recours à d'autres instances judiciaires**

SOMMAIRE: I. Introduction. – II. L'exclusivité de la juridiction de la Cour de justice. – III. L'externalisation de sa juridiction par l'Union. – IV. L'externalisation par les États membres. – a) Sur les litiges entre États et particuliers: l'arbitrage en matière d'investissements. – b) Sur les litiges entre particuliers: le cas de la Juridiction unifiée du brevet. – V. L'externalisation de la Cour elle-même. – VI. Son externalisation via l'art. 273 TFUE: les cas du MES et du Pacte budgétaire.

I. Le système institutionnel des Communautés européennes avant et de l'Union européenne aujourd'hui a été construit dès le départ comme un système fermé, c'est à dire un système auto-suffisant, exclusif et rigide. Les institutions et les organes qui le composent et en assurent le fonctionnement sont uniquement ceux prévus par les Traités constitutifs, ou bien créés par les institutions elles-mêmes en application de ceux-ci. Ces institutions et ces organes agissent strictement dans les limites des attributions qui leur sont conférées par les Traités, comme récitait à l'origine l'art. 4 TCEE et confirme aujourd'hui l'art. 13, par. 2, TUE. La répartition et le champ d'application de ces attributions peuvent être modifiés seulement à travers les procédures et les instruments prévus par les Traités mêmes.

Bien évidemment, ces principes de base produisent leurs effets premièrement au sein du système, où ils ont même conditionné dans le passé les relations entre les différentes entités composant le processus d'intégration européenne (les Communautés et l'Union). La mise en commun des diverses institutions appartenant à chacune de ces entités n'a pu se faire que grâce à des modifications formelles des Traités instituant les trois Communautés européennes originaires¹. Et lors de la création de l'Union, il y a eu la nécessité de formaliser dans l'art. 3 TUE la prévision explicite de l'unicité du cadre institutionnel de celle-ci et des Communautés préexistantes, afin de permettre aux institutions de ces dernières

* *Professeur de droit de l'Union européenne à l'Université de Rome Tor Vergata.*

** *Article mis à jour au 30 novembre 2017.*

¹ Alors que le Parlement européen, la Cour de justice et le Comité économique et social avaient déjà été unifiés en 1957 par la Convention sur certaines institutions communes aux Communautés européennes, le Conseil et la Commission l'étaient en 1965 par le traité sur la fusion des exécutifs, et la Cour des comptes en 1975 par le traité de Bruxelles modifiant certaines dispositions financières.